

NOTRE PRIME.

"AU PIED DE LA CROIX."

Gravé par A. DANSE, d'après le Tableau du célèbre Peintre THOMAS.

Cette superbe gravure, chef-d'œuvre artistique et religieux, est à l'heure qu'il est sous presse, et dans quelques jours sera prête à être distribuée à ceux de nos abonnés qui se trouvent dans une des catégories suivantes :

1o. Ceux qui auront payé leur abonnement courant, pourvu que le terme pour lequel ils auront payé renferme les trois premiers mois de l'année prochaine.

2o. Ceux dont l'abonnement expire le, ou avant le 1er Janvier prochain, et qui le renouvelleront, en payant le terme courant et les six mois suivants, d'avance.

3o. Enfin les nouveaux abonnés qui donneront leurs noms d'ici au 1er Janvier, et paieront pour six mois en s'abonnant.

N. B.—Les nouveaux abonnés peuvent faire dater leur abonnement soit du 1er Mai dernier (numéro dans lequel commence le roman de l'Intendant Bigot, et dans ce cas, ils devront payer un an d'abonnement), soit du 1er Janvier prochain.

Ces conditions que nous mettons à la distribution de notre PRIME paraîtront justes et raisonnables à tous nos abonnés, lorsqu'ils auront vu cette gravure. Rien de semblable n'a jamais été publié jusqu'à ce jour en Amérique, et personne ne peut en acheter une copie nulle part à moins de CINQ DOLLARS. C'est le prix de la gravure que nous donnons aux abonnés de l'*Opinion Publique*. Nous n'en dirons pas davantage.—Voyez la gravure et jugez-en par vous-mêmes. Nos agents la recevront partout d'ici au 1er Novembre. Ceux de nos abonnés qui résident dans des endroits où nous n'avons pas d'agent, recevront par la poste, en se conformant aux conditions susdites, leur gravure, soigneusement roulée sur un bois, et les frais de poste payés.

Montréal, 26 Octobre 1871.

Les abonnés du *Protecteur Canadien* qui ont payé d'avance, recevront le nouveau journal (Edition spéciale de l'*Opinion Publique* pour les Etats-Unis) au lieu de l'ancien, sans augmentation de prix, jusqu'au terme de leur abonnement. Ceux qui n'ont pas encore payé, paieront \$2.50 pour les douze mois, ou \$1.50 pour les six mois du terme courant. En payant leur abonnement, ils auront droit à la magnifique gravure que nous offrons en PRIME, intitulée "AU PIED DE LA CROIX," que notre agent leur livrera. Après le terme courant, le renouvellement de l'abonnement sera au taux de \$3.50 pour un an, \$1.75 pour 6 mois, \$1.00 pour 3 mois, payable d'avance, et en greenbacks. Nous payons les frais de poste du côté canadien. Ceux qui voudraient se procurer les numéros de l'*Opinion Publique* avec le commencement de "l'Intendant Bigot," c'est-à-dire depuis le 1er Mai de cette année, pourront les avoir en nous envoyant une commande, accompagnée d'un dollar et demi. Cette offre n'est faite que pour un temps limité, car notre stock de ces numéros diminue rapidement. Nous espérons publier un supplément chaque semaine, tout spécialement rédigé dans l'intérêt des Canadiens aux Etats-Unis, et qui contiendra autant de matière qu'un journal ordinaire. Nous annoncerons définitivement notre décision à cet égard la semaine prochaine. Nous annonçons à nos nouveaux abonnés la visite de notre agent voyageur, Mons. G. H. Cherrier, qui leur montrera la belle gravure dont nous avons parlé plus haut, et la livrera à ceux qui lui ont payé ou qui lui paieront leur abonnement, pourvu que leur paiement rencontre les conditions posées ailleurs pour la distribution de la Prime.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 26 OCTOBRE, 1871.

A TRAVERS LE TIMES.

De temps à autre, le peuple anglais est arraché à ses occupations commerciales, si complètement absorbantes, par un simple télégramme de Calcutta. Tout ce qui vient de ce côté l'affecte outre mesure. On dirait que la moitié de la fibre nationale est aux Indes, et que la moindre vibration occasionnée là-bas se répercute au moyen de courants magnétiques sur les bords de la Manche. Tantôt, c'est une insurrection qui s'annonce; le lendemain, une tribu, naguère soumise et paisible, se rue sur un comptoir anglais et on égorge tous les employés.

Aujourd'hui, la chose est encore plus grave: on vient de faire le procès à un musulman et de le condamner à l'échafaud pour avoir assassiné le juge Norman. Ce juge, jurisconsulte éminent, esprit cultivé, caractère doux

et affable, était tout simplement irréprochable: ce meurtre, aussi lâche qu'atroce, a tout naturellement créé une profonde sensation et aux Indes et en Angleterre.

Quel motif a armé la main du meurtrier? Il y a un an, presque jour pour jour, le juge Norman eut le malheur de confirmer, avec d'autres juges, une sentence qui condamnait quelques fanatiques Wahabee sur accusation de haute trahison. Son meurtrier appartient à cette tribu. C'est là qu'il faut trouver la raison qui a inspiré l'indien, et le *Times* a bien le droit de s'épouvanter d'un tel état de choses. Un peuple qui pratique ainsi le souvenir et la vengeance n'est pas facile à gouverner. Il n'est pas soumis; il n'est que subjugué; quand il se sentira assez fort et qu'il pourra trouver un nouveau Nena-Saib, il fera encore trembler le lion britannique.

Il nous faut des mondes nouveaux, non pour en faire "la conquête, comme Alexandre-le-Grand, mais pour les "besoins de notre commerce." Ces paroles du *Times* sont aujourd'hui littéralement vraies. L'Angleterre fut jadis la grande usine qui triturait les objets bruts pour l'usage de presque tous les peuples encore dans l'enfance industrielle. On s'est à la longue aperçu que ce jeu coûtait cher, et qu'on pouvait manufacturer et produire ce qu'on allait chercher chez elle. Les Etats-Unis ont les premiers donné l'exemple. Ils ont produit, ils ont manufacturé, et leur fortune comme leur puissance a étonné le monde. L'Allemagne et d'autres nations ont suivi, et petit à petit on s'est soustrait à la tutelle commerciale et manufacturière de l'Angleterre, qui a été obligée de se faire de nouveaux clients. C'est une nécessité de sa position, et il lui faut sans cesse manufacturer mille fois plus qu'elle ne peut consommer pour occuper sa population trop dense et lui donner une subsistance qu'elle ne trouverait pas dans sa production naturelle.

Elle a déjà les Indes; ce n'est pas assez. Il lui faut, la Chine. C'est le cri du *Times* et le vœu presque impérieux des Chambres de Commerce qui se sont réunies à Plymouth pour délibérer de leurs intérêts. En tête des mesures urgentes que réclament ces intérêts, est placée l'ouverture de la Chine au commerce anglais. C'est un marché qui en vaut la peine, et si les Anglais pouvaient l'obtenir en entier pour eux seuls, les millions et les millions afflueraient à Londres. La population de la Chine est évaluée à quatre cents millions; il y a là d'immenses ressources, d'immenses richesses. Les difficultés à rencontrer pour avoir ce commerce sont également grandes. On connaît la haine traditionnelle des Chinois pour les étrangers et leur mépris de tout ce qui n'est pas produit ni manufacturé chez eux. Mais on connaît la patiente persévérance des Anglais: du moment qu'ils auront décidé que le commerce libre avec la Chine leur est indispensable, ils trouveront bien les moyens de l'obtenir.

Les Chambres de Commerce des grandes villes anglaises s'étaient réunies à Plymouth pour demander mille choses et formuler mille plaintes. Une de leurs plaintes roule sur un sujet plein d'actualité en Canada. On trouve en Angleterre que la législation privée coûte trop cher et que, par là même, elle est un obstacle aux grandes entreprises de chemins de fer et autres. On a cité, à l'assemblée, l'exemple d'une compagnie de voie ferrée dont l'incorporation avait coûté la bagatelle de cent mille louis sterling!—Oui, cent mille louis sterling pour un simple petit bill privé de 10 à quinze pages. Ici, la moyenne du coût des bills privés varie de deux à quatre cents piastres. Les plus importants ne dépassent pas trois à quatre mille piastres, au dire des connaisseurs. Avouons franchement que nous sommes un petit peuple bien rétrograde et que nous sommes à peine dignes de "dénouer les cordons des souliers" des grands coulissiers de Londres.

Aux Etats-Unis, l'on est plus avancé. Pour faire légaliser les grandes fraudes de "l'Erie"—il s'agissait de voler la propriété de toute une compagnie de chemin de fer—il en a coûté à M. Fisk, junior, et autres, quelque chose comme un million de piastres. Mais là les choses se faisaient sur un pied respectable. On payait de cinq à dix mille piastres par vote, et, au dire des journaux du temps, toute la législature d'Albany s'était vendue d'un côté ou de l'autre.

A la fin de septembre, il y avait grande fête au manoir de Hughenden. Disraeli, le célèbre romancier, le célèbre homme d'état, était au milieu de ses fermiers pour distribuer des prix aux meilleurs horticulteurs de ses domaines. Cette fête, en apparence peu importante, nous révèle le côté tout à la fois le plus beau et le plus pratique des hommes politiques de l'Angleterre. La cérémonie s'ouvrit par un service religieux, dans la chapelle de la paroisse, dit et chanté en action de grâces pour la bonne récolte de l'année. Après le service religieux, procession et goûter. Disraeli fit un discours et un entretien pratique; discours plein de dignité et de noblesse sur la santé de la Reine; il parla de ses vertus et de ses

devoirs de reine. A l'encontre de l'opinion généralement répandue, elle est fort au courant de la politique intérieure et étrangère, se fait rendre un compte exact des délibérations de ses ministres, et ne signe jamais le moindre document sans en connaître la teneur.

A la distribution des prix, il entretint son auditoire d'horticulture et surtout de couture. Il remarqua avec orgueil qu'à la dernière exposition, où avaient été exhibés des objets de toutes les parties du monde, les femmes anglaises avaient obtenu tous les prix de couture. En regardant de plus près la liste des prix, il avait découvert que ce n'étaient pas les Anglaises, mais les Irlandaises qui avaient mérité toutes les récompenses. Il les en loua et félicita chaleureusement, et reprocha aux Anglaises assez vivement de négliger une occupation, une industrie domestique si utile dans la famille.

L'exemple parti de haut est toujours salutaire. Un homme de la position de Disraeli, qui fait présider la religion (quelque fausse qu'on la croie) à une foire agricole, qui glorifie en termes énergiques et éloquents un travail manuel que, par mauvaise éducation, trop de femmes méprisent, un tel homme, disons-nous, rend à ses compatriotes, à l'humanité tout entière un service signalé. Il apprend aux peuples que tout commence et finit par Dieu, et que le travail, si humble qu'il soit, ne déshonore pas, mais ennoblit ceux qui s'y livrent. Ce sont là les deux seules colonnes, les deux seules pôles lumineux qui auraient dû toujours, comme ils devraient toujours guider les pas chancelants de l'humanité: la religion, pour lui enseigner la fin, le but de la vie; le travail, moyen de la faire parvenir à ce but, à cette fin.

Un autre discours d'un grand homme d'état anglais est aussi plein d'enseignements.

On a conservé en Angleterre, où l'on conserve encore tant de bonnes choses, un usage aussi ancien que beau: quelques grandes villes décernent aux hommes les plus marquants du Royaume le droit ou titre de bourgeoisie ou de citoyenneté. Cet honneur est fort prisé; il est d'autant plus enviable qu'il n'est conféré qu'au véritable mérite et à la véritable grandeur. La cérémonie de l'investiture se fait avec beaucoup d'éclat: les membres de la Corporation sont au complet et en grand costume; les invités sont choisis et distingués; le titre de citoyen est consigné sur diplôme en parchemin et rédigé en latin; l'on y ajoute de magnifiques insignes et décorations, et le tout finit, comme tout finit en Angleterre, par des discours du Lord Maire ou du Lord Provost, et du récipiendaire.

Une pareille cérémonie vient de se passer dans la grande et belle cité écossaise d'Aberdeen, qui a honoré M. Gladstone du titre pompeux de "bourgeois de la Cité d'Aberdeen." Et M. Gladstone a fait son discours, discours magnifique, puissant, plein d'éloquence, de noblesse et de grandeur. Nous voudrions avoir l'espace de reproduire un pareil discours, où il est question de tout et où les leçons politiques abondent.

Grâce à des digressions habilement ménagées, Gladstone parle, dans ce discours, d'un sujet qui devait plaire aux Ecossais, race forte, énergique et fière: "Cette question, dit-il, en parlant de l'énergie déployée par les habitants du comté d'Aberdeen dans une certaine occasion, cette question, dit-il, me ramène à admirer la valeur extraordinaire des principes, de la pratique et des habitudes de gouvernement local et de gestion des affaires locales qui existent dans notre pays. Notre grande et illustre voisine, la nation française, n'aurait probablement jamais essuyé les calamités effroyables qui l'ont assaillie depuis quinze mois, si le peuple eût eu la même éducation politique, s'il eût acquis cette confiance en lui, cette confiance, cette force personnelle et industrielle qui distinguent à un si haut degré les habitants de ce pays, et que je regarde, moi, comme l'un des plus grands biens dont la Providence les ait dotés. C'est le genre de gouvernement intérieur, *home rule*, de gouvernement municipal que chaque citoyen aime à voir fonctionner avec satisfaction; et je dois comprendre et avouer que c'est, après tout, dans l'énergie du caractère individuel, dans le sens de la responsabilité individuelle, si saillants dans les affaires publiques, de même que dans la grande facilité d'organisation dans les affaires locales, que nous voyons solidement assise la base large sur laquelle l'on a élevé notre grandeur nationale."

Il y a du vrai là, beaucoup de vrai. Et ce que Gladstone dit de la France s'applique un peu aux Canadiens Français. Nous manquons, nous aussi, quoiqu'en moindre proportion, de cette énergie, de cette confiance en nous-mêmes, de cet esprit d'initiative et d'entreprise, de cette facilité d'association et d'organisation individuelle, qui font le succès et la prospérité des races anglo-saxonnes. Nous comptons plus sur les autres que sur nous-mêmes, nous comptons plus sur le pouvoir que sur la société pour l'inauguration comme l'accomplissement de tous les grands progrès désirables.